

Etats-Unis/Fusillade 50 morts à Orlando



Le périmètre de la fusillade sanglante sous la surveillance de la police...



... Un acte vivement condamné par le président Barack Obama comme relevant de la haine et de la terreur.

AFP
Orlando/États-Unis

L'acte, perpétré dans un club gay, est le pire de l'histoire du pays. Une enquête pour terrorisme a été ouverte par les autorités.

L'AMÉRIQUE s'est réveillée sous le choc de la pire fusillade de masse de son histoire, qui a fait cinquante morts et 53 blessés hier dans un club gay d'Orlando, en Floride, selon un dernier bilan des autorités qui ont ouvert une enquête pour "terrorisme".

L'homme qui a ouvert le feu et qui pourrait avoir des "sympathies" pour la mouvance islamiste selon la police fédérale (FBI), avait auparavant pris en otage des clients de la discothèque située dans le sud-est États-Unis, lorsque des troupes d'élite locales (SWAT) ont donné l'assaut. Les témoins ont décrit des scènes d'horreur, de corps qui tombent et de sang partout dans cette boîte très fréquentée.

Le suspect, qui aurait agi seul selon les premières indications de l'enquête, est mort lors d'un échange de tir avec les forces de l'ordre.

Il s'agirait, selon plusieurs médias américains, d'Omar Mateen, un citoyen américain d'origine afghane de 29 ans, qui vivait à quelque 200 kilomètres au sud-est d'Orlando, dans la ville de Port Saint Lucie et dont le casier judiciaire était vierge.

Le FBI l'a identifié mais n'a pas voulu en dire plus en attendant de prévenir ses proches.

DEUX HOMMES QUI S'EMBRASSENT • Les enquêteurs, qui ont ouvert une enquête pour "acte de terrorisme" cherchent à déterminer ce qui a motivé le jeune homme qui s'était introduit avec un fusil d'assaut et une arme de poing dans la boîte, la nuit de la gay pride aux États-Unis.

"Nous avons des suggestions (laissant penser) que cet individu pourrait avoir des sympathies pour cette idéologie particulière mais nous ne pouvons pas l'affirmer catégoriquement", a expliqué plus tôt Ron Hopper, agent spécial du FBI interrogé sur de possibles liens entre le tireur et le terrorisme islamiste.

Le père du suspect, Mir Seddique, a lui assuré à la chaîne NBC que le massacre n'avait "rien à voir avec la religion", mais qu'il s'agissait plutôt d'un coup de sang dirigé contre la communauté homo-

sexuelle. "Nous étions dans le centre-ville de Miami (...) et il a vu deux hommes qui s'embrassaient devant les yeux de sa femme et son enfant, et il est devenu très énervé", a-t-il ajouté, se disant "choqué comme tout le pays".

La fusillade a aussi fait 53 blessés, a affirmé le maire d'Orlando Buddy Dyer lors d'une conférence de presse.

En raison de l'ampleur de la tuerie, il a demandé au gouverneur de l'État de Floride d'instaurer l'état d'urgence et il l'a d'ores et déjà fait pour sa ville, ce qui lui permet de mobiliser des ressources supplémentaires.

Sans attendre et tout en annonçant qu'il "n'y a pas d'autre menace", les autorités ont permis à un imam local d'intervenir pendant la conférence de presse. Il a appelé au calme et a demandé à la population et aux médias de ne pas tirer de conclusions hâtives sur le mobile du tireur.

"SANG PARTOUT" • La soirée dans la boîte gay a tourné vers 02H00 du matin heure locale (07H00 au Gabon) "à la prise d'otages", a raconté le chef de la police John Mina. Trois heures plus tard, le SWAT est intervenu, a-t-il ajouté, sans que l'on sache exactement dans quelles

conditions sont mortes les victimes ni le tireur.

"Quelqu'un a commencé à tirer. Les gens se sont jetés sur le sol", a raconté l'un des clients de la discothèque, Ricardo Negron, sur SkyNews. "Il y a eu une courte pause dans les tirs et certains d'entre nous ont pu se lever et sortir en courant vers l'arrière" de l'établissement.

Ce témoin dit avoir entendu "des tirs continus" pendant probablement moins d'une minute.

Certains médias ont fait état de plusieurs centaines de clients présents à l'intérieur du Pulse, qui se présente comme "le bar gay le plus chaud d'Orlando", au moment de la fusillade.

Sur CNN, Christopher Hanson a également témoigné de l'horreur de la soirée : "Je n'ai vu aucun des tireurs. J'ai juste vu des corps tomber. J'étais au bar pour commander un verre, je suis tombé, j'ai rampé pour sortir. Les gens essayaient de sortir par derrière. Quand je suis arrivé dans la rue, il y avait du monde, du sang partout".

"Réveillée avec les bouleversantes nouvelles de Floride. (...) Mes pensées sont avec ceux qui sont touchés par cet acte tragique", a réagi sur Twitter la candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton.

Donald Trump, également candidat à la présidentielle, a lui dénoncé une "sale fusillade à Orlando". Les violences par armes à feu sont quasi quotidiennes aux États-Unis. L'année 2016 en compte plus que de jours écoulés et elles ont fait plus de 5 800 morts d'après le site Gunviolencearchive.org. Orlando, qui compte environ 250 000 habitants, est réputée pour ses parcs d'attraction thématiques, notamment son complexe Disneyworld.

• Obama condamne un acte de "terreur et de haine" • Le président Barack Obama a condamné hier comme "un acte de terreur et de haine" la pire fusillade de l'histoire des États-Unis. "Aucun acte de terreur et de haine ne peut changer qui nous sommes", a affirmé le président lors d'une très brève allocution en direct de la Maison Blanche.

• Le tireur lié à l'EI • Le suspect de la tuerie d'Orlando, en Floride, avait prêté allégeance au groupe jihadiste Etat islamique dans un appel passé aux services d'urgence américains 911 et était déjà connu du FBI pour ses "sympathies" islamistes, ont affirmé hier des télévisions américaines.

Libye/Conflit

Douze prisonniers en liberté conditionnelle abattus à leur sortie

AFP
Tripoli/Libye

Une commission d'enquête spéciale a été mise en place pour identifier le ou les auteurs du meurtre.

DOUZE personnes, accusées d'avoir participé à la répression de la révolte populaire en Libye contre le régime Kadhafi en 2011, ont été abattus après leur remise en liberté conditionnelle, a indiqué hier le parquet de Tripoli. Les douze hommes ont été abattus par des inconnus

vendredi, au lendemain d'une remise en liberté conditionnelle, selon le bureau du procureur.

Pour bénéficier de cet aménagement de peine, ils devaient se présenter tous les quinze jours au bureau du procureur général.

Le parquet a annoncé "la mise en place d'une commission d'enquête spéciale" pour identifier le ou les auteurs du meurtre, qui étaient détenus dans la prison de Rewemi à Aïn Zara, dans la banlieue sud-est de Tripoli.

Seddiq Es-Sour, chef des investigations au bureau du procureur général de

Tripoli, a précisé que les corps avaient été retrouvés "à différents endroits".

Il a ajouté dans des propos à la télévision libyenne qu'il s'agissait bien de "prisonniers (...) accusés de meurtres, de répression et d'actes de tortures à l'encontre des manifestants lors de la révolution" de 2011, et qu'ils avaient été arrêtés entre 2011 et 2014.

Le gouvernement d'union nationale (GNA) a "condamné ce crime ignoble", appelant dans un communiqué les "autorités sécuritaires et judiciaires compétentes à prendre les

mesures nécessaires, le plus rapidement possible, pour faire éclater la vérité et livrer les criminels à la justice".

Quant à l'émissaire des Nations unies pour la Libye, il s'est dit "choqué" d'apprendre que des "prisonniers relâchés par une cour libyenne ont été assassinés". "Les circonstances des meurtres doivent être élucidées immédiatement par les autorités et avec transparence", a-t-il dit sur Twitter.

Des dizaines de personnes sont jugés en Libye pour avoir participé à la répression de la révolte populaire

qui mit fin en 2011 aux 42 ans de dictature de Mouammar Kadhafi, dont des hauts dignitaires de l'ancien régime.

Début juin, la Cour suprême a ordonné la libération de six responsables du régime Kadhafi, condamnés à des peines allant de 5 ans à la perpétuité pour leur participation à la répression de la révolte, en attendant leur procès en appel.

En juillet 2015, un tribunal libyen a condamné à mort Seif el-Islam Kadhafi, l'un des fils les plus en vue de Mouammar Kadhafi, et huit des ses proches.

L'Afrique en bref

• Algérie/Politique. Les ministres des Finances et de l'Énergie limogés

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a limogé samedi son ministre des Finances Abderahmane Benkhalfa et son collègue de l'Énergie Salah Khebraoui un an seulement après leur entrée en fonction et sur fond de crise des revenus pétroliers.

• Guinée/Politique. Exclusion de deux ex-ministres membres du RPG

Deux membres influents – les ex-ministres Ousmane Kaba (Questions stratégiques) et Alhousseïny Makaké (Communication) – du parti au pouvoir en Guinée, le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), ont été exclus samedi de cette formation après avoir exprimé publiquement leur désaccord avec le président Alpha Condé.

• Nigeria/Islamistes. Quatre femmes égorgées dans le nord-est

Quatre femmes ont été égorgées dans un village du nord-est du Nigeria par des militants de Boko Haram, ont indiqué samedi des miliciens qui luttent contre ces rebelles islamistes.

• Zimbabwe/Politique. Des opposants à Mugabe remis en liberté

Quinze opposants au président zimbabwéen Robert Mugabe ont été libérés sous caution samedi après avoir été arrêtés la veille lors d'une manifestation pour exiger la démission du dirigeant au pouvoir depuis 1980.

A travers le monde

• France/Violences. 10 personnes en garde à vue Dix personnes – des Anglais, un Autrichien, un Allemand, des Français et des Russes – ont été placés en garde à vue hier à Marseille (sud de la France) au lendemain des violences entre supporters du match Angleterre-Russie et des affrontements avec la police, a-t-on appris de sources concordantes.

• Irak/Conflit. L'EI abat 18 civils tentant de fuir Fallouja



Des combattants du groupe Etat islamique (EI) ont tué au moins 18 membres de deux familles qui tentaient de fuir le bastion jihadiste assiégé de Fallouja, dans le centre de l'Irak, ont rapporté hier un responsable militaire et des proches.

• Liban/Violences. Puissante explosion à Beyrouth

Une puissante explosion s'est produite près d'une importante banque libanaise hier soir dans l'ouest de la capitale Beyrouth, sans faire de victimes.